

"La fin du rêve d'une entente avec Staline" dans Le Monde (22 juillet 1985)

Légende: Convoquée du 17 juillet au 2 août 1945, la conférence de Potsdam est marquée par les premières tensions entre l'URSS et les États-Unis, particulièrement lors des pourparlers concernant l'occupation de l'Allemagne vaincue.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fontaine, André. 21.-22.07.1985, n° 12 589; 42e année. Paris: Le Monde. "La fin du rêve d'une entente avec Staline", auteur:Laloy, Jean , p. 2.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_fin_du_reve_d_une_entente_avec_staline_dans_le_monde_22_juillet_1985-fr-b0973ca6-993f-4504-98bf-e22df0a0318f.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

La fin du rêve d'une entente avec Staline

Au retour de Yalta en février 1945, Roosevelt et Churchill ne désespéraient pas de parvenir à une sorte d'entente avec leur difficile partenaire. En juillet, à Potsdam, après seize jours de négociations, il ne restait pas grand-chose de cette lueur d'espoir. La négociation avait été dure, le bilan peu satisfaisant. L'ennemi une fois vaincu, l'alliance n'avait plus de sens. Surtout, la paix en Europe n'avait pas l'air d'une vraie paix.

« *Ce qui m'inquiète le plus, écrivait quelques mois auparavant William Averell Harriman, ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, c'est ceci : quand un pays commence à étendre son influence par le moyen de la force au-delà de ses frontières, sous le prétexte de la sécurité, il est très difficile de voir comment on peut fixer une ligne d'arrêt. Si l'on admet que l'Union soviétique a le droit de pénétrer chez ses voisins immédiats pour assurer sa sécurité, on ne voit pas pourquoi elle ne pénétrerait pas, le moment venu, chez le voisin suivant. Où s'arrête ce mouvement ?* »

Le printemps de la victoire est pour Churchill celui de la plus grande inquiétude. La façon dont, entre Yalta et Potsdam, la Pologne, alliée de l'URSS, est contrainte de se plier aux exigences de son libérateur est pour lui un test. Il insiste pour une rencontre à trois le plus tôt possible, mais Truman a besoin d'un délai ; Staline, lui, n'est pas pressé.

« *On n'est pas rassuré, écrit Churchill à Staline le 29 avril 1945, lorsqu'on envisage un avenir où vous et les pays que vous dominez, plus les partis communistes dans beaucoup d'autres pays, seriez tous d'un côté tandis que les nations rassemblées autour des pays de langue anglaise, leurs associés et dominions, seraient de l'autre ! Cette querelle conduirait le monde à la ruine et tous ceux d'entre nous qui, d'un côté ou de l'autre, auraient une part de responsabilité en porteraient la honte devant l'histoire.* »

La réponse de Staline, le 5 mai, est sèche :

« *Je dois vous dire franchement, écrit-il en conclusion, que votre attitude exclut la possibilité d'un accord sur la Pologne.* »

Aux Etats-Unis, Truman vient de succéder à Roosevelt. Il avance comme à tâtons, un pas à droite, un autre à gauche. Selon plusieurs de ses conseillers, les Etats-Unis doivent éviter d'être à la remorque du vieil impérialisme britannique. Par-dessus l'amitié anglo-américaine, pourquoi n'y aurait-il pas une ligne proprement soviéto-américaine ? Comme avant Yalta, on évite toute consultation approfondie avec les Anglais pour ne pas susciter la méfiance du troisième partenaire.

Faits accomplis en Pologne

Sur la manière dont l'URSS se prépare à la négociation, nous n'avons pas de documents. Mais elle agit. En Pologne se multiplient les « faits accomplis ». En mars, remise à l'administration polonaise des territoires allemands situés à l'est de l'Oder et de la Neisse ; le 11 avril, alliance militaire de vingt ans avec le gouvernement de Varsovie, celui qu'on s'est engagé à Yalta à « réorganiser » et qui ne le sera en juin que pour la forme ; arrestation fin mars de seize chefs de la Résistance nationale polonaise emmenés à Moscou, où ils seront jugés en juin, etc. A Berlin, où le maréchal Joukov est le maître jusqu'à ce que commence à fonctionner le Conseil de contrôle à la fin juillet, quatre grands partis politiques allemands sont autorisés et aussitôt fondés ainsi que diverses organisations de masse. Comme le dit Walter Ulbricht : « *Tout doit avoir l'air démocratique. Mais tout doit être contrôlé par nous* », c'est-à-dire par le Parti communiste en voie de reconstitution.

L'Allemagne serait-elle le « prochain voisin » dont parlait Harriman ?

On n'en est pas là. Mais les débats sont plus rudes qu'à Téhéran et à Yalta. Ils portent essentiellement sur l'Allemagne et sur les pays « libérés » par l'URSS. Pour l'Allemagne, les diplomates ont préparé un programme assez général et essentiellement négatif (démilitariser, dénazifier et, enfin, démocratiser). Dans les pays de l'Est, les motifs de récrimination ne font pas défaut.

Le problème des réparations

Mais on évoquera bien d'autres sujets : l'entrée de l'URSS dans la guerre contre le Japon, l'explosion atomique de Los Alamos, l'internationalisation du Rhin et du Danube, proposée par le président Truman sans le moindre succès, tandis que les Soviétiques exposeront leurs vues sur la Turquie, les Détroits, le Proche-Orient et demanderont une tutelle sur la Tripolitaine ainsi qu'un contrôle à quatre sur la Ruhr.

Anglais et Américains contestent (et refusent de reconnaître) les gouvernements installés au pouvoir en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie et même en Autriche. L'Union soviétique réplique par des mémorandums sur la situation en Grèce. Son principal effort vise l'Allemagne et, en Allemagne, le problème des réparations en suspens depuis Yalta. D'un côté, on revendique pour les pays libérés un degré de liberté, de l'autre, pour les pays envahis, spécialement l'URSS, un montant déterminé des réparations.

Au centre du débat, la Pologne : non seulement la liberté y est précaire, mais par un acte unilatéral de l'URSS, elle a reçu près de 20 % de la superficie de l'Allemagne d'avant guerre. Comment ce bouleversement territorial n'aurait-il pas de répercussions sur la question des réparations ? Comment l'un des occupants peut-il disposer sans l'accord des autres d'un territoire qui ne lui appartient pas ? Staline répond : « *Nous ne sommes pas liés par cette décision.* » Pendant deux semaines, on discute ainsi sans résultat. En marge de ce débat, les projets soviétiques concernant l'Extrême-Orient, mais surtout les détroits de Turquie, la Méditerranée et le contrôle de la Ruhr font réfléchir. Au lieu d'une paix fondée sur la stabilité, le retour à la normale, on voit se dessiner un programme dynamique, pour ne pas dire expansionniste.

Rejetant à plus tard la solution de ces difficultés, James Byrnes, secrétaire d'Etat de Truman, propose pour en finir un compromis comme on les fait au Congrès entre majorité et minorité :

1. Les Occidentaux, sous réserve du traité de paix, cesseront de contester le transfert à la Pologne des provinces allemandes à l'est de l'Oder-Neisse. Ils envisageront la reconnaissance des gouvernements au pouvoir dans les Balkans, moyennant quelques preuves de bonne volonté de la part de ceux-ci.
2. L'Union soviétique renoncera à obtenir un chiffre fixe pour les réparations. Celles-ci seront prélevées en nature par chacun dans sa zone d'occupation en Allemagne.

Un mauvais compromis

Mauvais compromis puisqu'il tend à la division de l'Allemagne (même si, rétrospectivement, celle-ci était difficile à éviter) et n'apporte dans ces pays de l'Est aucune contrepartie aux Occidentaux. Compromis quand même, qui est adopté et permet de clore la conférence le 1er août.

Qui a gagné ? Staline confirme son emprise sur l'Europe du Centre et de l'Est. Pouvait-on l'en déloger autrement que par la force qu'on ne pouvait employer ? Les alliés de l'Ouest n'ont pas cédé sur les revendications soviétiques concernant la Turquie, les Détroits, la Tripolitaine, le contrôle de la Ruhr. Dans l'ensemble, l'avantage est à l'URSS qui a fait accepter beaucoup de « faits accomplis ». Mais est-ce un avantage durable ?

Lorsque, au mois d'août 1945, Staline réclame le droit d'occuper une zone au Japon, Harriman, sans instruction spécifique de Washington mais se souvenant de Potsdam, s'y oppose immédiatement. C'est la première manifestation de la politique de *containment* qui sera formulée en 1946-47 mais qui était cachée dans l'expérience de Potsdam comme l'« orage dans la nuée ».

Nous ne savons pas ce qu'à Moscou on a pensé de ces accords. Selon *l'Histoire de la politique extérieure de l'URSS*, ouvrage officiel, les alliés occidentaux à Potsdam continuaient à rêver de démembrement de l'Allemagne. La fermeté de l'URSS leur avait barré la route. Dans les pays de l'Est, ils ne pensaient qu'à porter tort à l'Union soviétique. On peut tirer de ces jugements l'idée que Potsdam a apporté à l'URSS des satisfactions, spécialement en Allemagne. Il n'est pas déraisonnable, après Potsdam, d'imaginer une Allemagne dans

laquelle, après un traité de paix, c'est-à-dire l'évacuation, l'Union soviétique exercerait une influence prépondérante, par le voisinage, par les réparations, par l'action des différentes organisations politiques et administratives créées dans la zone soviétique dès l'été 1945.

Pour qu'une telle politique prenne forme, il eût fallu que les dirigeants occidentaux soient très myopes. Or les négociations de Potsdam par leur style, les projets évoqués par leur portée, ont éveillé la méfiance. Pour beaucoup de ceux qui ont participé à cette conférence, l'idée d'une entente à long terme entre les vainqueurs s'est évanouie en fumée. Ainsi, encouragée par Churchill, va se développer, au moins dans les milieux dirigeants, l'idée d'un réveil européen englobant si possible l'Allemagne. Henry Stimson, secrétaire à la guerre, expose ces idées dans un mémoire qu'il remet au président Truman, le 24 juillet, à Potsdam même.

Misère et grandeur

En France, certes, on était orienté autrement. Le programme français de paix en 1945 prévoit une Ruhr et une Rhénanie indépendantes de l'Allemagne. Ces projets n'ont pas reçu l'accord des Alliés ni à l'Ouest ni à l'Est. Mais, sans le vouloir, la France va contribuer au tournant vers l'Europe qui s'affirmera en 1947-1948. En opposant son veto en automne 1945 à la création d'administrations centrales allemandes, le gouvernement français contribue à faciliter l'intégration future de l'Allemagne occidentale dans le système européen. Etranges détours et, pour une fois, heureux résultat !

Car la vraie leçon de Potsdam c'est que, face à un système comme le système soviétique, la pure et simple affirmation des « intérêts nationaux » étroitement compris ne suffit pas. Il faut que les intérêts s'encastrent dans une perspective plus large, en l'espèce la perspective européenne.

Ainsi de la « misère » de Potsdam sort, sinon la « grandeur » du moins l'ampleur d'un programme politique à long terme, programme commun aux Européens et aux Américains qui permet de tenir longtemps, jusqu'au jour où apparaîtront d'autres solutions, qui ne se dessinent pas encore.

A Potsdam, dans un moment d'abandon (ou de distraction), Staline a dit quelques mots qui méritent attention : « *Tout gouvernement librement élu serait antisoviétique, et cela, nous ne pouvons le permettre.* » Voilà le point de départ.

« *A notre époque, devait écrire Raymond Aron en 1983, c'est la survie des institutions libres qui constitue l'enjeu de l'histoire universelle.* » Voilà le but.

Jean Laloy